



## [L'ONU analyse une double discrimination, les femmes et les autochtones.](#)

Une nouvelle loi permettra au Canada, selon les autorités, que 45.000 femmes indigène pourront assigner statut d'autochtone à leurs descendants, mais selon les estimations de la société civile seront 200.000 de plus qui resteront en dehors de ces prévisions. Sharon McIvor activiste indigène, fatigué de recourir à des juridictions nationales, appel à l'ONU.

*Lire plus*

## [Maroc: L'eau de la parole aux actes](#)

Les représentants de la société civile du Maroc, réunis à Rabat, ont convenu que l'absence de lois claires et de ressources financières conspirent contre l'universalité dans l'exercice d'un droit fondamental: l'accès à l'eau.

*Lire plus*

## [Le Brésil: Plus de paiements de dette, moins de frais sociaux](#)

Le flamboyant neuf gouvernement de Dilma Rouseff privilégiera les paiements de la dette publique sur l'investissement social, malgré son compromis de " combattre avec obstination pour l'éradication de la pauvreté ". La loi de budget pour 2011, approuvée une semaine avant son investiture présidentielle, lui laisse une faible marge pour tenir sa parole.

*Lire plus*

## [De multiples crises freinent les pays moins avancés](#)

Tout plan de la communauté internationale pour l'avance des pays moins avancés (PMA) sera infructueux s'il ne respecte pas les droits de l'homme de ceux ignorés et de ceux marginalisés, comme les femmes, les garçons et les filles et les peuples indigènes, a signalé le coordinateur de LDC Watch, Arjun Karki. Les vieilles prescriptions ont manqué et il est nécessaire de hiérarchiser la société au-dessus du profit, a soutenu dans une réunion préparatoire de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur le PMA cette semaine. Dans ces pays vivent les principales victimes des crises économiques, climatiques, financières, alimentaires et de l'eau.

*Lire plus*

## [Les sujets de l'agenda mondial](#)

### [Par Roberto Bissio\\*](#)

L'année 2011 marque la fin des années à " double zéro ". Entre 2000 et 2010, les années à deux zéros ont été une décennie perdue qui avait commencé avec d'énormes espérances d'un troisième millénaire de paix et de prospérité et qui s'est terminée avec l'effondrement du système financier et économique mondial construit à la fin de la guerre froide.

*Lire plus*

## [Un autre crime contre l'humanité en Irak](#)

L'attaque contre l'église de Notre-Dame du Salut, à Bagdad, qui a tué plus de 60 chrétiens d'Irak a été non seulement contre une communauté religieuse et contre l'Irak mais contre l'humanité. *Lire plus*

## [Sharon McIvor porte son combat aux Nations Unies](#)

L'activiste Indien Sharon McIvor annonce en décembre qu'elle dépose une plainte contre le Canada aux Nations Unies. "Le Canada continue de discriminer les femmes autochtones et leurs descendants dans la détermination de l'admissibilité au statut d'Indien. Des versions de la Loi sur les Indiens édictées depuis le 19e siècle ont accordé la préférence aux hommes autochtones dans la transmission du statut, et aux descendants des hommes autochtones. Malgré des amendements apportés à la Loi sur les Indiens lors de l'entrée en vigueur de la Charte en 1985, les femmes autochtones ne sont toujours pas traitées de manière égale quant à la transmission de leur statut; des milliers de descendants de femmes autochtones sont par conséquent privés de statut."

Sharon McIvor déclare: "J'ai contesté cette discrimination aux termes de la Charte. Cette bataille a duré 20 ans devant les tribunaux canadiens et je n'ai obtenu qu'un succès mitigé. Aujourd'hui, je vais demander pleine justice pour les femmes autochtones en vertu du droit international relatif aux droits de la personne. Le Canada doit être tenu responsable pour son intransigeance à refuser d'éliminer complètement la discrimination fondée sur le sexe de la Loi sur les Indiens et pour toutes les décennies de retard".

En 1994, Sharon McIvor a contesté la validité constitutionnelle de la discrimination fondée sur le sexe dans les dispositions régissant l'inscription de la Loi sur les Indiens. La Cour suprême de la Colombie-Britannique a jugé que l'article 6 de la Loi sur les Indiens contrevenait à l'article 15 de la Charte. Cependant, lorsque le Canada a interjeté appel, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a jugé que même si la Loi sur les Indiens était discriminatoire, l'essentiel de cette discrimination était justifié, l'objectif du gouvernement étant de préserver les droits existants des hommes autochtones et de leurs descendants à qui on avait accordé un statut préférentiel.

Le Parlement se prépare à adopter un nouvel amendement à la Loi sur les Indiens, le projet de loi C-3, en réponse à la décision de la Cour d'appel. Mais le projet de loi C-3, s'il est adopté, n'offrira qu'une solution partielle et inadéquate à la discrimination fondée sur le sexe. Le projet de loi C-3 rendra certains descendants de lignée maternelle nouvellement admissibles au statut d'Indien, mais elles et ils seront toujours moins aptes à transmettre leur statut que leurs homologues de lignée paternelle. De plus, le projet de loi C-3 continuera d'exclure plusieurs descendants d'Indiennes qui n'étaient pas mariées. Tant et aussi longtemps que ces femmes autochtones et leurs descendants continuent d'être inadmissibles à s'inscrire comme Indiens, la discrimination fondée sur le sexe demeurera enclavée dans la Loi sur les Indiens.

Le gouvernement canadien affirme que la loi C-3 donnera statu correspondant à 45.000 femmes autochtones et à leurs descendants, mais selon d'autres estimations de la société civile, il y aura environ 200.000 de plus qui resteront en dehors de ces prévisions.

Sharon McIvor a soumis l'affaire au Comité des droits de l'homme de l'ONU qui surveille le respect de la Convention internationale sur les droits civils et politiques, selon le Protocole facultatif de ce traité international.

Sharon McIvor: "Comme les tribunaux canadiens et le Parlement n'ont pas encore accordé de remède adéquat et efficace pour pallier la discrimination fondée sur le sexe qui est la marque distinctive de la Loi sur les Indiens depuis plus de cent ans, je vais porter ma cause devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies."

"De nombreuses personnes au Canada, Autochtones et non-Autochtones, reconnaissent que cette discrimination de longue date envers les femmes autochtones et leurs descendants est inacceptable et doit prendre fin. Avant moi, Mary Two-Axe Early, Jeanette Corbière Lavell, Yvonne Bedard et Sandra Lovelace ont toutes lutté pour éliminer la discrimination fondée sur le sexe envers les femmes autochtones dans les dispositions de la Loi sur les Indiens en matière d'inscription. Je vais continuer, avec la même détermination qu'elles, jusqu'à ce que les femmes autochtones jouissent de l'égalité", conclut Sharon McIvor.

*Source d'information: Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI)*

### [Maroc: Le droit à l'eau entre le discours et la réalité](#)

En janvier 2011 a eu lieu à Rabat, Maroc, une rencontre entre les acteurs associatifs de l'Algérie, du Liban, du Burkina-Faso, de la République centrafricaine et du Maroc, organisée en coopération entre l'Espace associatif et l'Association pour le contrat mondial de l'eau-Maroc (ACME-Maroc).

Le rôle de la société civile dans le suivi et la réalisation des OMD et des Droits économiques, sociaux et culturels (DESC) a été au centre des discussions. Les experts ont insisté sur l'importance de reconnaître le droit à l'eau en tant que bien commun. Cette ressource naturelle est un secteur stratégique dont la gestion doit être publique et doit permettre la participation de la société civile. La nouvelle Stratégie nationale du secteur de l'eau, visant le développement durable du Maroc, propose six plans d'action.

Lors de la séance d'ouverture du séminaire, l'Espace associatif a présenté un rapport sur le rôle des associations marocaines dans l'approfondissement de la réflexion sur les stratégies de développement social du gouvernement. Ce rapport remarque une contradiction entre les données officielles et les données fournies par les institutions internationales ou par la société civile sur les indices de développement au Maroc, surtout en ce qui concerne la pauvreté, l'analphabétisme et la santé publique.

M. Anass Hesnaoui, président de l'Espace associatif, a souligné "la nécessité de la cohésion et de la coordination entre les secteurs publics et le tissu associatif lors de la réalisation des rapports relatifs aux indices de développement".

La croissance démographique et le réchauffement climatique font de l'eau un secteur stratégique dont la gestion correspond aux pouvoirs publics. Le coordinateur de l'espace associatif, Said Tbel, a souligné que "dans l'avenir, la tension provoquée par la demande d'eau de plus en plus rare sera à l'origine de conflits entre pays comme cela a été le cas pour le pétrole". De son côté, Mehdi Lahlou, président d'ACME-Maroc, a remarqué que "les sources d'eau comme les autres minerais, phosphate, fer, cuivre... sont un bien public qui ne doit nullement être privatisé. Cette ressource stratégique doit rester entre les mains de l'Etat". Aziz Latrach, membre d'ACME-Maroc, a souligné que "certains pays ont constitutionnalisés le droit à l'eau. Ils considèrent même la première tranche de la facture d'eau consacrée à l'hygiène, l'alimentation, comme un droit et donc gratuit".

Les participants ont considéré que l'absence de lois d'application claires et l'insuffisance des ressources financières qui permettent à tout le monde de bénéficier du droit à l'eau sont une partie des problématiques de la gestion de l'eau. Pendant les dernières années la gestion déléguée de l'eau a eu comme conséquence l'absence de modalités d'évaluation, de contrôle et de surveillance de la part de l'Etat. Vu l'importance de l'eau pour l'avenir, les participants ont considéré que les modes d'exploitation des sources naturelles requièrent l'élaboration de réponses collectives partant du principe du droit à l'eau.

La nouvelle Stratégie nationale du secteur de l'eau, axée sur le développement durable du Maroc, propose six plans d'action: 1. Plan d'action environnemental portant sur la gestion, la préservation et la protection des ressources en eau. 2. Plan d'action relatif à la gestion efficiente de la demande en eau. 3. Plan d'action pour la réalisation des aménagements de mobilisation des ressources en eau. 4. Mise en place d'une organisation opérationnelle permettant de faire face aux sécheresses extrêmes et aux inondations. 5. Amélioration de la structure et des pratiques de recouvrement des coûts des infrastructures de mobilisation, de gestion et de distribution de l'eau. 6. Instauration de mesures institutionnelles et d'accompagnement nécessaires au déploiement à moyen terme de la stratégie de développement du secteur de l'eau.

Sources d'information: *Maghreb Arabe Presse (MAP) Le Matin, journal du Maroc*

### [Dilma, le budget et l'ajustement fiscal](#)

L'Institut d'études Socio-économiques (Inesc), un des points focaux de Social Watch du Brésil, s'oppose à augmenter les ressources avec lesquelles le flambant neuf gouvernement de Dilma Roussef se dispose à payer la dette publique, selon l'information dans une étude spéciale des conseillers de l'organisation Edécio Vigna et Eliana Magalhães.

Le président du Congrès National législatif, sénateur José Sarney, a transmis à la présidente Roussef la loi de budget pour 2011, approuvée le 22 décembre 2010, pour qu'elle la sanctionne avec sa signature.

Le débat a été accompagné de plusieurs irrégularités. Dans moins d'une semaine, le projet a disposé trois porte-parole. Le premier, le sénateur Gim Argello (du Parti Laborista, PTB), qui a démissionné de son poste parce qu'il a dévié 1.7 millions environ de réels (un peu plus d'un million de dollars) pour organismes et entreprises fantôme, selon les informations vérifiés par la presse. Son successeur, Ideli Salvatti (du Parti des Travailleurs, PT), a quittée la fonction législative suite à l'annonce de sa nomination comme ministre de la Pêche. La troisième, la sénateur Serys Sihessarenko (PT), a été involuquée dans des dénonciations d'assigner 4.7 millions de réels (près d'USD 2.8 millions) à une organisation que présidait une de ses conseillères, mais elle a été maintenu dans son poste suite à la vérification qu'elle n'a pas pris part dans une telle opération.

Outre ces dénonciations, la démarche législative a été marquée par la discussion sur la nécessité d'approfondir l'ajustement fiscal avec de grandes coupes budgétaires des frais publics, de 30.000 millions de réels (presque USD 18.000 millions), avec l'intention de réduire les taux d'intérêt astronomiques. Plusieurs économistes qui éludent l'orthodoxie du marché considèrent possible de réduire les taxes sans avoir besoin de diminuer les frais, à travers le contrôle des capitaux spéculatifs.

Les représentants du " marché " ont pressé par l'approbation de la loi, et maintenant ils le font par leur sanction dans le Pouvoir Exécutif, lequel devra, dans ce cas, mettre en oeuvre la politique traditionnelle d'économiser dans des politiques sociales pour s'occuper des services de dette externe. Des rapports de presse mentionnés par Inesc indiquent que les coupures seront profondes dans le secteur social.

Le projet d'éradication du Travail Esclave perdra les 849.000 réels (USD 511.000), le Système National d'Attention Socioéducative, 34.000 millions (USD 20.480 millions), celui d'éradication du Travail Infantile, 26.000 millions (USD 15.600 millions), celui de Promotion et Défense des Droits Infantiles et de l'Adolescence, 12.2 millions (USD 7.3 millions), et celui de Lutte contre la Violence Sexuelle à des garçons et filles et Adolescents 7.8 millions (USD 4.8 millions).

Inesc s'oppose à l'augmentation des ressources assignées à la dette publique, et aussi à la réduction d'assignations à des politiques publiques essentielles pour conquérir et garantir des droits sociaux essentiels, comme ceux de sécurité publique, réforme agricole et alimentation des filles, garçons et adolescents et habitants

des maisons précaires.

Selon Inesc, la continuité de la politique fiscale restrictive est la marque du début de la présidence de Roussef, qui, un jour après avoir assumé la présidence, avait signalé au Parlement : " Dans les deux mandats du président (Luiz Inácio) Lula il y a eu une mobilité sociale impressionnante, mais la pauvreté existe encore au Brésil. Je ne vais pas me reposer pendant qu'il ait des brésiliens sans aliment sur la table. La lutte la plus obstinée de mon gouvernement sera par l'éradication de la pauvreté extrême et par la création d'opportunités pour tous ".

Peu avant l'investiture de Roussef le 1 janvier, la conseillère d'Inesc Eliana Magalhães avait signalé, interviewée par l'Entreprise Brésil de Comunicação (EBC), que les avances du programme Bourse Famille n'a pas suffit pour résoudre le problème de la misère. " Il ne peut pas fonctionner tout seul. Il a une limite. On a besoin d'une proposition dans le cadre du programme pour que les familles sortent de la pauvreté ". Pour sa part, Ricardo Verдум, conseiller d'Inesc, a alerté aussi que " pendant ces années on a observé un relatif manque de respect aux populations touchées " par de grandes oeuvres d'infrastructure, spécialement les indigènes, qui ont souffert " de la déconsidération et de la manipulation ".

*Plus d'information sur le site d' Inesc: <http://www.inesc.org.br>*

*(Source: Inesc)*

### **PMA supportent la pire charge de la crise**

La Communauté internationale doit imposer des mesures pour que " jusqu'à la moitié de tous les pays moins avancés (PMA) puissent s'en sortir de cette catégorie pendant les 10 ans prochains, face aux trois à peine qui l'ont fait dans les derniers trois décennies ", a dit cette semaine Cheick Sidi Diarra, secrétaire général de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays Moins Avancés (PMA IV), qui aura lieu du 9 à au 13 mai à Istanbul. Diarra a émis sa recommandation dans la Réunion Intergouvernementale Préparatoire de la conférence, qui a conclu mercredi dernier à New York en présence de la société civile.

Mais d'Istanbul devra surgir un programme qui ne doit pas se concentrer sur les prescriptions traditionnelles pour le développement, a signalé Arjun Karki, coordinateur international de LDC Watch, en référence au rôle de la société civile dans l'autonomisation des 48 pays qui figurent dans cette catégorie. Le plan devra reconnaître et respecter véritablement les droits de l'homme, spécialement ceux de groupes traditionnellement ignorés et marginalisés comme les femmes, les enfants et les peuples indigènes, tandis qu'ils incluent des mécanismes spécifiques pour combattre immédiatement les injustices qui sont commises contre ces secteurs.

Le Programme d'Action de la Conférence d'Istanbul doit créer un mécanisme prévisible et transparent de développement en matière d'impôts, des finances et des façons de conduire le changement climatique, a ajouté Karki, en accord avec des rapports du Centre de Presse de l'ONU.

Les PMA portent le plus grand poids des nouvelles crises émergentes, y compris celles liées au changement climatique, les finances, l'insécurité alimentaire et la pénurie d'eau douce, sans les avoir causées, a affirmé l'activiste

Le représentant de LDC Watch a appelé à établir avec audace un nouvel agenda dans le but de réduire la pauvreté dans les PMA pour la fin de cette décennie, et a souligné que ce programme devra négliger d'anciennes prescriptions et avancer vers les objectifs de la Communauté mondiale, hiérarchiser les personnes et la planète par-dessus du profit et inclure tous les pays et secteurs sociaux.

La société civile a joué et joue un rôle clef dans la consolidation du soutien public et des alliances, et ses organisations sont prêtes à remplir leur devoir dans la Conférence d'Istanbul et dans la mise en oeuvre de leurs recommandations, a conclu Karki.

D'autre part, le fait que la quantité de PMA ne soit pas tombée conspire " contre la décence et la solidarité humaines et contre les valeurs morales dont nous tous adhérons ", a dit le représentant de la Tanzanie dans la réunion préparatoire, Ombeni Sefue, dans son rôle de délégué du Groupe des 77 et de la Chine, expression du monde en développement dans l'ONU.

Beaucoup de participants de la réunion à New York ont alerté que les PMA font face a une basse capacité de production, la mauvaise infrastructure, le haut chômage et les grandes difficultés socio-économiques dérivées de la détérioration climatique, l'insécurité alimentaire croissante, l'augmentation de l'énergie et la pénurie d'eau.

Des fonctionnaires des 48 pays ont insisté dans la conférence sur la nécessité de l'accomplissement des compromis d'assistance au développement, la réforme du commerce international et le transfert de technologie, en se basant sur le principe de " véritable association " adoptée par la Troisième Conférence, tenue à Bruxelles il y a 10 ans.

Plus d'informations sur le site de LDC Watch: [www.ldcwatch.org](http://www.ldcwatch.org) Données sur la réunion préparatoire à New York sur le site de l'ONU: [www.un.org/News/Press/docs/2011/dev2857.doc.htm](http://www.un.org/News/Press/docs/2011/dev2857.doc.htm) Site de la Quatrième Conférence de l'ONU sur PMA: <http://www.un.org/wcm/content/site/ldc/home>

(Source: Département d'Information Publique de l'ONU)

## [Les sujets de l'agenda mondial](#) [Par Roberto Bissio\\*](#)

L'année 2011 marque la fin des années à " double zéro ". Entre 2000 et 2010, les années à deux zéros ont été une décennie perdue qui avait commencé avec d'énormes espérances d'un troisième millénaire de paix et de prospérité et qui s'est terminée avec l'effondrement du système financier et économique mondial construit à la fin de la guerre froide.

Les sujets et les priorités dans l'agenda mondial de négociations et de prises internationales de décisions ont changé avec une périodicité de dix ans, ou presque. Pendant les années soixante-dix du XXème siècle, le sujet principal était le " dialogue Nord-Sud " afin de forger un nouvel ordre économique international qui permettrait le développement des pays de ce que l'on appelait alors le tiers monde. Plus d'une cinquantaine parmi eux avaient atteint leur indépendance la décennie précédente.

En 1982, Ronald Reagan met fin à ce dialogue et commence, par contre, en association avec la première ministre conservatrice britannique Margaret Thatcher, une période de confrontation frontale avec " l'empire du mal soviétique-socialiste " et de privatisations et de dérégulation économique. Ces politiques ont été imposées de façon massive aux pays en développement par le biais des conditions de la Banque mondiale et du Fond monétaire international.

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique qui s'ensuivit semblaient donner la raison à la consigne thatcherienne de " there is no alternative " (il n'y a pas d'alternative), une phrase qui, à force d'être répétée, a fini par être connue comme TINA. La supériorité des marchés sur les gouvernements dans l'attribution de ressources et en tant que créateurs de richesse est devenue si évidente que pendant les années quatre-vingt-dix les gouvernements progressistes qui ont suivi à ceux de Reagan et de Thatcher ont continué à approfondir leurs politiques. Bill Clinton et son ami britannique Tony Blair ont promu mondialement une " troisième voie ", qui a favorisé le libre échange et a enlevé les derniers obstacles gouvernementaux pour les finances. Ils ont non seulement libéralisé les flux internationaux de capitaux, mais aussi éliminé les entraves aux activités bancaires, qui dataient de la crise de 1929, alors qu'elles étaient destinées précisément à éviter sa répétition.

La libéralisation financière et commerciale des années quatre-vingt-dix a été accompagnée d'une série de conférences des Nations unies qui ont actualisé l'agenda social et environnemental de la communauté internationale, en commençant par le Sommet mondial pour les enfants de 1990. De ce sommet est issue la déclaration mondiale en faveur de la survie, la protection et le développement des enfants. Il a été suivi du Sommet de la Terre en 1992, à Rio de Janeiro, où est né le concept de " développement durable " et qui a donné lieu à des conventions internationales sur la biodiversité et la lutte contre la désertification ainsi que les premiers accords sur le changement climatique. Ensuite sont venus les sommets sur les droits de l'homme à Vienne, sur la population et le développement au Caire, sur la femme à Beijing et le Sommet social à Copenhague en 1995, où a été approuvé pour la première fois l'éradication de la pauvreté en tant que projet commun de l'humanité.

Le Sommet du millénaire de l'année 2000 devait résumer et projeter vers l'avenir cette agenda, dans une atmosphère d'optimisme général qui cherchait à améliorer profondément les indicateurs sociaux pour 2015, avec une série d'objectifs mesurables et vérifiables qui ont ensuite pris le nom d'Objectifs du millénaire.

Mais les années double zéro ne se sont pas caractérisées par un effort mondial commun contre la pauvreté. Par contre, sous la présidence de George W. Bush on a vu la réponse militaire aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 ainsi que la division simpliste du monde entre amis et ennemis de Washington. Au même temps, les politiques de réduction d'impôts pour les plus riches ainsi que l'évasion fiscale de ce même secteur social et des corporations transnationales grâce aux paradis fiscaux, plus le transfert en masse des secteurs les moins qualifiés de la production en Chine et dans d'autres pays en développement, ont déséquilibré la balance entre le capital et le travail au détriment des travailleurs.

Le " cycle pour le développement " des négociations commerciales, ouvert en 2001 avec la promesse d'envisager le thème de l'agriculture ainsi que d'autres sujets d'intérêt pour les pays pauvres, a rapidement stagné. L'augmentation de l'aide pour le développement promise ne s'est effectuée qu'au compte-gouttes. La progression des indicateurs sociaux qui devait s'accélérer afin d'atteindre les objectifs du millénaire, s'est ralentie. La croissance économique des années double zéro, amorcée par les " bulles financières " n'a pas réduit la pauvreté mais elle a concentré la richesse.

Lorsque les " bulles " ont éclaté en septembre 2008, les grands banquiers ont à l'unanimité abandonné leurs doctrines ultralibérales afin de socialiser leur pertes. Leur banqueroute a été nationalisée et maintenant ce sont les citoyens des pays riches (ou leur gouvernement, ce qui revient à la même chose) qui sont endettés.

Mais le monde est devenu un village à cause de (ou grâce à, selon le point de vue) Facebook et de Twitter. Il n'y a plus de secrets d'Etat qui ne se trouvent pas sur Internet et les options individuelles de consommation touchent, toutes ensemble, la propre vie de la planète. Les crises combinées des finances, du climat, des aliments et des migrations surpassent les gouvernements les plus puissants et ne peuvent pas être réglées par les diplomates à eux seuls.

Les ouvriers chinois qui en 2010 ont dit " assez " et ont fait la grève, ainsi que la finalisation de la migration campagne-ville et le besoin de générer la consommation interne des biens qui ne peuvent plus être exportés nulle part, mettent le point final à la " chute " des salaires mondiaux. L'agenda mondial est devenu un agenda des citoyens

*\* Directeur de l'Instituto del Tercer Mundo (ITeM)*

### Solidarité avec Notre Dame du Salut

Plus de 60 personnes sont mortes le 1er novembre dernier à Bagdad par une attaque criminelle contre l'église de Notre Dame du Salut, où elles assistaient à un service religieux. L'Association Al-Amal, le point focal de Social Watch en Iraq, a effectué le 31 décembre une cérémonie " en honneur des familles " et " en solidarité entre tous les secteurs de la société contraires à la terreur et la violence ".

Dans un message en vidéo émis pendant la cérémonie, le Secrétariat de Social Watch a exprimé : " Il n'y a pas de mots pour exprimer la douleur et l'horreur. Aucun discours ne peut alléger la souffrance des survivants. Nous sommes tous des victimes, peu importe si nous étions loin lors de la massacre. J'ai écouté dans les informations le témoignage d'un d'entre vous en disant : " Celui-ci a été une attaque contre Iraq, non seulement contre les irakiens ". Permettez moi de dire que ce ne fut pas seulement Iraq l'attaqué : celui-ci a été une attaque contre toute l'Humanité. "

Le message complet peut être apprécié ici: [www.youtube.com/watch?v=Bi8-zvDEE4c](http://www.youtube.com/watch?v=Bi8-zvDEE4c)

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

[socwatch@socialwatch.org](mailto:socwatch@socialwatch.org)

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

[sw-actualite-request@istas.item.org.uy](mailto:sw-actualite-request@istas.item.org.uy)

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11. Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.